

Pakistan

Fin de l'état d'urgence ! Aucune confiance dans les généraux, ni les islamistes, ni les politiciens bourgeois du PPP et de la PML ! Gouvernement ouvrier et paysan !

LE GÉNÉRAL MUSHARRAF INSTAURE L'ÉTAT D'URGENCE AU PAKISTAN

Le président Pervez Musharraf a décrété l'état d'urgence le 3 novembre. Le pouvoir actuel prétend lutter ainsi contre le terrorisme, y compris pour protéger les partisans du principal parti d'opposition, le Parti du peuple pakistanais (PPP). En effet, le 30 octobre, un commando-suicide a visé le président lui-même et le 18 octobre, le jour du retour d'exil de Benazir Bhutto, la dirigeante du PPP, un attentat suicide de facture islamiste a causé 140 morts dans la foule venue l'accueillir. Musharraf maintient officiellement la perspective d'élections législatives en janvier 2008.

Mais ces prétextes de défense de la démocratie n'expliquent guère la nomination par le gouvernement, dès la proclamation de l'état d'urgence, d'un nouveau président de la Cour suprême qui allait statuer sur la régularité de la réélection récente du président, ni la suspension des chaînes de télévision, ni l'arrestation de milliers d'opposants opposants non islamistes dans les jours suivants, dont des militants du Parti ouvrier du Pakistan (LPP), ni la répression par la police des manifestations de protestation, tant celles, immédiates, des juristes et des étudiants que celles, plus tardives, appelées par Bhutto et le PPP.

L'administration Bush avait manœuvré pour tenter de stabiliser le Pakistan, alors que la dictature militaire est en plein discrédit et que les régions du nord-ouest, à la frontière avec l'Afghanistan, sont contrôlées par les seigneurs tribaux proches d'Al-Qaïda. Cela passait par un compromis entre le général Musharraf et l'ancienne première ministre Benazir Bhutto que le premier avait chassée du pays :

Les Talibans et leurs alliés montent en puissance et attendent, pour ramasser la mise, les résultats de la guerre civile en cours entre les deux éléments les plus occidentalisés et les plus modernisateurs de la société pakistanaise : l'armée, l'une des rares institutions étatiques à fonctionner, et l'élite de la société civile, incluant les avocats, les magistrats, les journalistes et les étudiants. La secrétaire d'Etat Condoleezza Rice a tenté d'arranger un mariage entre les deux fractions par le retour au Pakistan de Bhutto pour un partage du pouvoir, que Musharraf vient de briser. (Washington Post, 9 novembre 2007)

Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont permis, par leur intervention et leur occupation de l'Irak, l'essor du cléricalisme, des conflits religieux et des attentats-suicides. Depuis plus longtemps encore, dans le Pakistan voisin, les Etats-Unis ont renforcé la réaction islamiste, sur le terrain propice d'un Etat né sur une base religieuse.

UN ETAT ARTIFICIEL BÂTI SUR LA RELIGION

La création de l'Internationale communiste visait à joindre la révolution des peuples opprimés, notamment de l'Empire anglais des Indes, et la révolution prolétarienne des pays avancés. Mais, dans les années 1920, la stalinisation du Parti communiste des Indes aboutit à sa subordination à la bourgeoisie locale, voire à la bourgeoisie impérialiste britannique :

Le Parti communiste des Indes, poursuivant sa politique d'aide inconditionnelle à l'effort de guerre impérialiste britannique, s'est opposé ouvertement et activement à la lutte des masses, en se faisant ainsi l'instrument de la politique britannique aux Indes. (Parti bolchevik-léniniste des Indes, Thèses, 4 août 1944)

La classe ouvrière, paralysée par la politique des staliniens, laisse les mains libres au nationalisme bourgeois du Parti du congrès de Gandhi, Bose et Nehru et de la Ligue musulmane de Jinnah (le premier mouvement islamiste du 20^e siècle, né sous l'impulsion du colonialisme britannique). La Grande-Bretagne fait tout pour diviser avant d'abandonner la domination directe du sous-continent. Elle est aidée par le refus du Parti du congrès hindou de toute concession à la Ligue musulmane, qui exacerbe en riposte le cléricalisme et le séparatisme dans les masses. Des massacres religieux commencent. Outre l'indépendance de la Birmanie et du Sri Lanka majoritairement bouddhistes, le Pakistan et l'Inde proviennent de la Partition de 1949, c'est-à-dire d'un conflit aussi sanglant que réactionnaire entre deux fractions des classes dominantes de l'Inde. Des millions de Sikhs et d'Hindouistes fuient les provinces à majorité musulmane du Pendjab et du Bengale tandis que des millions de musulmans abandonnent leur province natale pour s'y réfugier.

La guerre ne se termine qu'en 1949. Le Pakistan (« pays des purs ») qui en émerge est écartelé entre deux parties, séparées par 1 500 km de territoire indien. Une nouvelle guerre éclate en 1965 avec l'Inde.

LA VOIE RÉVOLUTIONNAIRE BOUCHÉE PAR LE STALINISME

Entre 1967 et 1969, les étudiants et les travailleurs salariés se révoltent contre la dictature militaire d'Ayub Khan. La révolution socialiste est à l'ordre du jour, mais elle est trahie par les staliniens qui sont restés pro-Moscou qui soutiennent les nationalistes bourgeois de la Ligue awami (CPP) et leurs scissions pro-Pékin dont certains vont jusqu'à appuyer la dictature militaire parce qu'elle est une alliée de la Chine. Ainsi, la révolte ouvrière et jeune est canalisée par le nouveau parti bourgeois, le Parti du peuple pakistanais fondé par Zulfikar Ali Bhutto (le père de Benazir Bhutto) en 1967. Ali Bhutto est un ancien ministre des gouvernements de la Ligue musulmane (PML), particulièrement anti-indien. Comme bien des populistes du « tiers monde » des années 1960, y compris Indira Gandhi qui dirige l'Inde depuis 1966, Ali Bhutto n'hésite pas à se réclamer d'un vague socialisme.

Le PPP gagne les élections de 1971 dans la partie Ouest du Pakistan mais est nationalement minoritaire. Avec le général Yahya Kahn, le « démocrate » Bhutto refuse de reconnaître la majorité parlementaire de la Ligue awami acquise grâce à son triomphe électoral dans l'est, plus peuplé : 167 députés sur 300. Face au vote qui lui déplaît, l'armée massacre des centaines d'étudiants de l'université de Dacca et déclenche une guerre civile sanglante qui aboutit à une nouvelle guerre avec l'Inde (qui soutient la Ligue awami), à la défaite militaire, à la démission de Yahya Khan et à la scission entre Pakistan et Bangladesh.

LE PPP, L'ARMÉE ET LEUR MAÎTRE AMÉRICAIN FONT LE LIT DE L'ISLAMISME

Après leur séparation, tant l'Etat du Pakistan que celui du Bangladesh a recouru de plus en plus à la religion musulmane pour contenir les conflits sociaux. En 1973, la constitution de Bhutto proclame l'islam comme religion d'Etat, impose que le président et le premier ministre soient musulmans. Cette même année, le gouvernement du PPP envoie la police et l'armée réprimer des occupations d'entreprises à Multan, Karachi, Khot Lakhpat et Faislabad. En 1979, le général Zia ul Haq instaure un tribunal spécial (Federal Shariat Court) qui veille à la conformité des lois au Coran et à la Sunna, l'obligation du jeûne durant le Ramadan, les ordonnances Hudood qui font du blasphème contre Mahomet un crime passible de la mort et renforcent l'oppression des femmes. Entre autres dispositions du code pénal islamique, l'adultère, la prostitution et l'homosexualité des femmes sont classés comme des crimes passibles de prison et de flagellation.

Dans les années 1970, que ce soit avec Bhutto ou Zia, le Pakistan a servi de base arrière à la guérilla islamiste au Cachemire contre l'Inde et, déjà, aux réactionnaires afghans qui s'opposaient au gouvernement Daoud qui tentait une modernisation du pays. Dans les années 1980, les Etats-Unis et l'Arabie saoudite vont instruire et financer les réseaux de brigades islamistes, dont le milliardaire saoudien Ben Laden, les Talibans afghans, les futurs fondateurs du FIS algérien, etc. par l'intermédiaire de l'armée et des services secrets du Pakistan, en particulier l'ISI. En échange, les Etats-Unis tolèrent les préparatifs d'armement nucléaire que Bhutto avait nommé « la bombe islamique ». Le Pakistan se pense aussi renforcé par la prise du pouvoir par les Talibans en Afghanistan en 1996. En 1999, il déclenche la « crise de Kargi », une guerre contre l'Inde qui tourne court à cause de la supériorité militaire adverse et des pressions impérialistes américaine et européennes.

Les sanctions prises à cause de la bombe atomique et du conflit avec l'Inde contre le Pakistan seront vite levées quand, en 2001, Musharraf se range officiellement aux côtés des Etats-Unis contre le régime des Talibans en Afghanistan. Les Etats-Unis arment et subventionnent de nouveau le Pakistan (dont 300 millions de dollars d'aide militaire en 2007). Les partis islamistes (MMA...) prennent alors la tête du mécontentement populaire et multiplient les attentats, d'autant que le régime militaire a écarté les partis bourgeois traditionnels : le Parti populaire et la Ligue musulmane dirigée par l'ancien premier ministre Nawaz Sharif. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne misent officiellement sur ces vieux partis bourgeois, qui ont fait leurs preuves en défense de la propriété privée et de subordination à l'impérialisme, pour remplacer le discrédité Musharraf, tout en étant prêts à couvrir un successeur militaire.

Mais que ce soit un nouveau général, Bhutto ou Sharif, le nouvel exécutif serait confronté aux mêmes problèmes qui ont usé Musharaff.

POUR UNE ISSUE À LA RÉACTION ET À LA MARCHÉ À LA BARBARIE : RÉVOLUTION SOCIALE AU PAKISTAN, FÉDÉRATION SOCIALISTE D'ASIE DU SUD

La classe ouvrière a manifesté un regain d'activité revendicative ces derniers temps à travers des grèves dans la sidérurgie, les télécommunications, le transport aérien... Elle doit utiliser la perte temporaire de l'hégémonie des classes dominantes sur les classes petites-bourgeoises, les divisions profondes de la bourgeoisie nationale et l'affaiblissement de l'appareil d'Etat pour tracer une voie indépendante du régime et aussi de ses oppositions bourgeoises (MMA, PML, PPP). La politique des « trotskystes » de la TMI grantiste qui adhèrent au PPP est à cet égard tout aussi criminelle que celle qu'avaient pratiquée le Parti communiste des Indes (et son rejeton le Parti communiste du Pakistan). Le Parti ouvrier du Pakistan (LPP) lié au SU de la « 4^e Internationale », un autre courant réformiste déguisé en trotskyste, avance une perspective de front populaire, d'union de « la gauche » qui inclut des

partis nationalistes (AT) et des politiciens issus du PPP (MMKG). Toute réédition du « front uni anti-impérialiste », c'est-à-dire la limitation à une révolution démocratique et la soumission à la bourgeoisie nationale, aboutirait à des catastrophes pour les travailleurs et les femmes comme en Chine en 1927, en Inde en 1949, en Iran en 1953, au Sri Lanka en 1956, en Irak en 1958, en Indonésie en 1965, au Pakistan en 1971, en Iran en 1979...

La classe ouvrière doit prendre la tête de la lutte contre la domination impérialiste sur le pays, défendre les libertés démocratiques mises à mal par Musharraf, reprendre les revendications de tous les opprimés et semi-exploités (jeunesse, minorités nationales et religieuses, femmes, paysans pauvres, travailleurs indépendants des villes, etc.), exiger la séparation de la religion et de l'Etat ainsi que l'égalité pour tous les citoyens quel que soit leur sexe ou leur conviction, de saper la base populaire des partis de leurs exploiters, qu'ils soient soutenus par les oulémas (MMA...) ou par les puissances impérialistes (PPP...). Les travailleurs des villes et des campagnes, avec la jeunesse en formation, seront alors capables d'émanciper le pays de la domination étrangère, de l'arriération des castes, des tribus et du patriarcat, de donner la terre aux paysans, d'imposer le contrôle ouvrier sur les industries, le bâtiment et les transports, d'exproprier les banques et les grandes entreprises, de dissoudre les corps de répression hypertrophiés et d'armer les masses pour garantir leurs conquêtes.

Le prolétariat ne peut accomplir ces tâches qu'avec des instruments qui lui soient propres, des conseils de travailleurs et, surtout, un parti ouvrier révolutionnaire décidé à prendre le pouvoir en lien avec le prolétariat des pays voisins. Dès maintenant, les syndicats doivent s'unifier en une seule confédération de lutte de classe et créer un parti des travailleurs distinct de tous les partis des capitalistes et des propriétaires fonciers. Les organisations ouvrières et étudiantes doivent nouer des relations avec les travailleurs et les jeunes d'Iran, d'Inde, du Népal, d'Irak, du Bangladesh, du Sri Lanka... pour empêcher toute menace contre la future révolution socialiste et le gouvernement des ouvriers et des paysans qui en sera issu, en finir avec les guerres fratricides, jeter à bas les frontières héritées du colonialisme et des divisions religieuses, donc ouvrir la perspective de la fédération socialiste de l'Asie du Sud et de la fédération socialiste de l'Asie de l'Ouest.

12 novembre 2007

Collectif Révolution Permanente